



SOCIÉTÉ SUISSE DES AUTEURS, SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE
SCHWEIZERISCHE AUTORENGESELLSCHAFT
SOCIETÀ SVIZZERA DEGLI AUTORI



BULLETIN N° 101, ÉTÉ / SOMMER 2011

papier

SSA SSA

- 4 **Le chômage des intermittents: ce qui change avec la nouvelle loi**
- 7 Arbeitslosigkeit der «Intermittents»: Was sich mit dem neuen Recht ändert

DROIT D'AUTEUR URHEBERRECHT

- 10 **Un site commun pour défendre le droit d'auteur**
- 10 Eine gemeinsame Website zum Schutz des Urheberrechts

AUDIOVISUEL AUDIOVISION

- 12 Der Einsatz der SAA wird durch ein Weissbuch unterstützt
- 13 **Le combat de la SAA appuyé par un livre blanc**

- 20 **Festival du film Locarno**
- 20 Filmfestival Locarno

SCÈNE BÜHNE

- 14 **Portrait: Julien-François Zbinden, une figure de Janus**
- 16 Porträt: Julien-François Zbinden, eine Janusfigur

CONCOURS ET BOURSES WETTBEWERBE UND STIPENDIEN

- 18 **Les concours de la SSA**
- 18 SSA-Wettbewerbe



ILLUSTRATIONS EN COUVERTURE TITELBILD

Les images de couverture et en pages 4 et 7 ont été réalisées par Mario Del Curto. Elles s'inscrivent dans un projet artistique intitulé «5600k, les artisans de l'ombre», mis sur pied par le Syndicat suisse romand du spectacle (SSRS). Avec ces portraits d'hommes et de femmes qui font exister les arts de la scène, le SSRS veut sensibiliser l'opinion publique et les politiques aux métiers du spectacle. Les quarante images ont été réunies dans une brochure offerte au public des théâtres romands. Une exposition aura lieu cet automne au Festival de la Bâtie.

Die Bilder der Titelseite sowie auf S. 4 und 7 stammen von Mario Del Curto. Sie sind Teil eines Kunstprojekts mit dem Titel «5600k, les artisans de l'ombre», welches von der Westschweizer Bühnengewerkschaft Syndicat suisse romand du spectacle (SSRS) initiiert wurde. Mit diesen Porträts von Menschen, deren Arbeit die Bühnenkunst möglich macht, will die SSRS die Öffentlichkeit und Politik für die Bühnenberufe sensibilisieren. Vierzig Fotos sind in einer Brochure vereint, welche dem Publikum in Westschweizer Theatern überreicht wird. Im Herbst findet zudem eine Ausstellung im Rahmen des Festival de la Bâtie in Genf statt.

si tout est libre et gratuit, la création s'éteindra

«En Europe, le seul marché unique est celui du contenu illégal», dixit la présidente d'un groupe de réflexion à Bruxelles sur les droits d'auteur. Kafkaïenne situation face à laquelle se trouvent les entreprises de gestion collective dans le monde numérisé, déjà simplement dans l'Union européenne.

Premier problème: 27 pays, et mettons la Suisse dedans, 28. Donc 28 systèmes juridiques différents. Si cette diversité garde son sens pour les sociétés de gestion sur leurs territoires et dans les relations de proximité avec les auteurs et les utilisateurs, tout échange plus universel devient un casse-tête en ce qui concerne par exemple les droits pour les mises à disposition en ligne.

Deuxième problème: le dogme sacro-saint de la libre concurrence pour la Commission européenne, qui lui fait voir un cartel à abattre dans toute entente tarifaire et géographique entre des sociétés de gestion désireuses de trouver des solutions de rémunération sérieuse pour les ayants droit qu'elles représentent.

Troisième problème: la Commission européenne, par souci de simplification, peut ne pas vouloir résoudre les deux premiers et faire l'impasse sur le savoir-faire des sociétés de gestion de droits. Elle imposerait des règles centralisatrices favorables aux fournisseurs d'accès et prétendument aux consommateurs. Sinistre futur pour les auteurs!

Comme le dit Marie-Thérèse Sanchez-Schmid, déléguée française au Parlement européen: *«Si tout est libre et gratuit, et que la création ne parvient pas à vivre de ce qu'elle produit (...), elle s'éteindra toute seule.»* Il est essentiel de faire prendre conscience à la Commission européenne qu'elle doit rédiger des directives concrètes et rapidement. La même déléguée écrit dans un projet de rapport récent: *«En encourageant la créativité et en innovant pour améliorer les processus de distribution et de production, les industries culturelles jouent un rôle majeur dans la promotion de la diversité culturelle et linguistique, du pluralisme, de la cohésion sociale et territoriale mais aussi dans la démocratisation de l'accès à la culture et la promotion du dialogue interculturel. A ce titre, rémunérer de manière juste la création grâce aux droits de propriété intellectuelle est une condition sine qua non pour la préservation de la diversité culturelle européenne.»*

Les actions médiatiques et politiques menées actuellement par des sociétés de gestion non musicales sont déterminantes: par exemple celles de la Société des auteurs de l'audiovisuel (SAA) à Bruxelles (lire en p. 13 de ce numéro et pages 4 et 5 de Papier 99).

Claude Champion,
président

wenn alles frei und gratis ist, ver- schwindet das Künstlerische

«Der einzige Binnenmarkt in Europa ist jener der illegalen Inhalte», dixit die Präsidentin einer Studiengruppe in Brüssel, die sich über die Autorenrechte Gedanken macht. Eine kafkaeske Situation in dieser digitalisierten Welt, in der sich die Verwertungsgesellschaften allein schon in der Europäischen Union befinden.

Erstes Problem: 27 Länder, 28 mit der Schweiz. Folglich 28 unterschiedliche Rechtssysteme. Diese Verschiedenartigkeit mag für die Verwertungsgesellschaften in ihren eigenen Territorien und in der direkten Beziehung mit den Autoren und Nutzern im eigenen Land unproblematisch sein, doch jeder darüber hinausgehende Austausch wird zu einem Geduldsspiel, wenn es beispielsweise um die Rechte für die Zurverfügungstellung im Internet geht.

Zweites Problem: Das für die Europäische Kommission sakrosankte Dogma des freien Wettbewerbs. Denn diese wittert ja in jeder tariflichen und geografischen Übereinkunft zwischen den Verwertungsgesellschaften bei der Suche nach seriösen Lösungen für eine gerechte Entlohnung der von ihnen vertretenen Anspruchsberechtigten ein Kartell, das zerschlagen werden muss.

Drittes Problem: Es ist durchaus möglich, dass die Europäische Kommission um der Vereinfachung willen die beiden ersten Probleme gar nicht lösen und das Know-how der Verwertungsgesellschaften gar nicht zur Kenntnis nehmen, geschweige denn nutzen will. So könnte sie zentralistische Regeln vorschreiben, die für die Provider und vorgeblich auch für die Konsumenten vorteilhaft sind. Triste Aussichten für die Autoren!

Marie-Thérèse Sanchez-Schmid, die französische Delegierte im Europaparlament, trifft den Nagel auf den Kopf: *«Wenn alles frei und gratis ist und das künstlerische Schaffen von seiner Produktion nicht mehr leben kann (...), verschwindet es von allein.»* Es ist wichtig, die Europäische Kommission zu überzeugen, dass sie konkrete Richtlinien verfassen muss, und zwar schnell. Die Delegierte schreibt in einem jüngst erstellten Berichtsentwurf: *«Durch die Förderung der Kreativität und durch Innovationen zur Verbesserung der Vertriebs- und Produktionsverfahren wirken die Kultur- und Kreativindustrien in der Europäischen Union massgeblich an der Förderung der kulturellen und sprachlichen Vielfalt, des Pluralismus, des sozialen und territorialen Zusammenhalts, aber auch an der Demokratisierung des Zugangs zur Kultur und an der Förderung des interkulturellen Dialogs mit. In diesem Sinn ist eine gerechte Entlohnung des kreativen Schaffens mit Hilfe der Rechte des geistigen Eigentums eine conditio sine qua non für die Erhaltung der kulturellen Vielfalt in Europa.»*

Die politischen und medialen Aktionen, die zurzeit von Verwertungsgesellschaften ausserhalb des Musikbereichs durchgeführt werden, sind entscheidend: beispielsweise jene der Société des auteurs de l'audiovisuel (SAA) in Brüssel (siehe Seite 12 dieser Ausgabe sowie die Seiten 6 und 7 von Papier 99).

Claude Champion,
Präsident

édito
editorial



© MARIO DEL CURTO

Isabelle Matter, marionnettiste, et Alain Margot, vidéaste, ont posé pour «5600k, les artisans de l'ombre», une action du Syndicat suisse romand du spectacle (voir page 2).

le chômage des intermittents: ce qui change avec la nouvelle loi

Le 26 septembre 2010, le peuple suisse a dit «oui» à la quatrième révision de la Loi sur l'assurance-chômage (LACI). Un coup dur pour ceux qu'on appelle les intermittents du spectacle, pour qui les changements d'employeurs sont fréquents et les contrats à durée limitée usuels. Le nouveau texte, qui est entré en vigueur le 1^{er} avril 2011, exige en effet une augmentation du temps de cotisation. Pour obtenir une indemnisation chômage complète (400 indemnités), il faut désormais cotiser non plus 12, mais 18 mois sur 24.

Ce seuil étant inatteignable pour la majorité des artistes intermittents, les associations professionnelles et syndicales des milieux du spectacle et de l'audiovisuel – regroupées alors à l'enseigne du Comité 12a (lire ci-dessous) – ont fait entendre leurs voix. En mars, le Conseil fédéral acceptait de doubler les 60 premiers jours de chaque contrat de durée déterminée. Dans un premier temps, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) avait refusé d'appliquer cette mesure de manière rétroactive. Soutenu par la Ville de Genève, le Comité 12a est une nouvelle fois monté au créneau. Et la bonne nouvelle est tombée le 12 mai: le doublement des deux premiers mois de chaque contrat aura un effet rétroactif. Les personnes qui sont déjà en délai-cadre bénéficieront donc aussi de cette mesure.

En d'autres mots – afin d'obtenir plus facilement les 18 mois de cotisation sur deux ans exigés par la nouvelle loi sur le chômage –, les soixante premiers jours de chaque contrat sont doublés. En termes d'indemnités, l'assuré a désormais droit à 260 indemnités journalières au plus s'il justifie d'une

période de cotisation de 12 mois au total; 400 indemnités journalières pour 18 mois de cotisations; et 520 indemnités pour 24 mois au moins, pour autant qu'il remplisse l'une des deux conditions suivantes: être âgé de 55 ans ou plus, ou toucher une rente d'invalidité d'au moins 40%. A noter que les moins de 25 ans qui n'ont pas d'obligation d'entretien envers des enfants n'ont droit qu'à 200 indemnités journalières au plus.

La nouvelle loi introduit d'autres changements. Les cotisations de l'assurance-chômage passent de 2% à 2,2% (réparties à parts égales entre travailleur et employeur). A quoi vient s'ajouter 1% de cotisation de solidarité pour les salaires supérieurs à 126 000 francs en 2011. Quant au délai d'attente pour le droit à l'indemnisation, il est toujours de 5 jours de chômage contrôlé. Mais pour les personnes qui n'ont pas d'obligation d'entretien envers des enfants de moins de 25 ans, ce délai s'étend à 10 jours pour un gain compris entre 60 001 et 90 000 francs, à 15 jours pour 90 001 à 125 000 francs, et à 20 jours pour un gain supérieur à 125 000 francs.

Autre nouveauté: les indemnités compensatoires du chômage versées à l'assuré lors d'une période de gain intermédiaire ne sont plus prises en considération dans le calcul du gain assuré. Quant à l'alinéa 5 de l'article 27 qui permettait au Conseil fédéral d'augmenter temporairement de 120 et pendant 6 mois le nombre d'indemnités journalières dans les cantons touchés par un fort taux de chômage, il est tout simplement abrogé. Notons enfin que pour bénéficier de prestations liées à l'obligation d'entretien d'enfants, ces derniers doivent être âgés de moins de 25 ans.

Position du Comité 12a: un premier pas décisif pour les intermittents.

En 2003, lors de la 3^e révision de la Loi sur l'assurance-chômage (LACI), les intermittents du spectacle avaient obtenu une exception – le fameux article 12a de l'Ordonnance d'application: le premier mois de chaque nouveau contrat

«Beaucoup continuent à vivre dans la précarité»

était doublé, ce qui permettait de compenser la brièveté naturelle des engagements propre aux arts de la scène. L'automne passé, la 4^e révision de la LACI a été acceptée à une courte majorité de 53,4% par les citoyennes et citoyens suisses. Avec le durcissement du texte (18 mois de cotisation au lieu de 12 auparavant), les artistes intermittents craignaient des «conséquences dévastatrices» pour leurs métiers. Un groupe, le Comité 12a, s'est constitué dans l'urgence. Regroupant les principaux milieux de la branche du spectacle en Suisse romande, il était emmené notamment par le cinéaste Jacob Berger et le directeur du Fonds Regio Films Jean-Michel Cruchet.

Considérant les nouvelles exigences de la loi inaccessibles pour la plupart des gens du spectacle, une centaine d'artistes ont déposé à Berne, le 28 février 2011, une pétition initiée par le Collectif Rosa. Les 7000 signatures réclamaient le doublement des trois premiers mois de contrat. Un appel qui a été entendu –du moins partiellement– puisque le Conseil fédéral a accepté, en mars dernier, de doubler les deux premiers mois des contrats. Si la loi avait un effet rétroactif, le SECO a décidé que ce ne serait pas le cas de l'ordonnance d'application. Une aberration juridique qui a été revue et corrigée. Pour Julien Lambert, coordinateur du Comité 12a, la mesure –qui évite une catastrophe– n'est toutefois pas suffisante. Selon le metteur en scène genevois, il sera nécessaire de rediscuter le statut d'intermittent. «Beaucoup continuent à vivre dans la précarité et en-dessous du niveau de vie moyen.»

Position du Syndicat suisse romand du spectacle: l'emploi au centre des préoccupations

Le Syndicat (SSRS - Syndicat suisse romand du spectacle) s'est mobilisé et a fait campagne contre la dernière révision de la loi sur l'assurance-chômage. Après l'obtention du doublement, le syndicat a repris ses «trois axes» stratégiques

(augmenter l'emploi lié aux spectacles par le renforcement des subventions culturelles; créer des emplois complémentaires et en lien avec les compétences des artistes; créer un statut social de l'artiste) et s'est retiré du Comité 12a. Une décision qui a suscité quelques réactions, mais qui est tout à fait justifiée, selon Anne Papilloud, secrétaire générale du SSRS. «Ce que nous pouvions faire dans ce cadre a été fait. En tant que syndicat, nous allons maintenant nous battre pour que les employeurs puissent payer correctement le travail réellement effectué, y compris la préparation et la création des projets.»

Et d'expliquer que le chômage a contribué à précariser le milieu du spectacle. «Pour beaucoup d'intermittents, le recours à l'assurance chômage est inévitable et nécessaire. Mais si les employeurs se reposent trop sur le chômage, ce n'est pas une bonne solution sur le long terme. Le chômage ne doit pas faire partie du subventionnement de la culture. Il faut donc impérativement augmenter l'emploi et les salaires.» Le SSRS mène donc un travail en profondeur pour améliorer les conditions de travail et de production des professionnels du spectacle. «Nous allons discuter des salaires avec les employeurs (grands théâtres, audiovisuel, etc.), qui sont nos partenaires naturels», annonce Anne Papilloud.

Cathy Crausaz,
journaliste indépendante



© MARIO DEL CURTO

Fernando Carrillo, Choreograph, und Joane Reymond, Strassenkünstlerin, haben für «56ook, les artisans de l'ombre» Modell gestanden, einer Aktion des Syndicat suisse romand du spectacle (siehe Seite 2).

Arbeitslosigkeit der «Intermittents»:
was sich mit dem neuen Recht ändert

«Viele leben weiterhin in prekären Verhältnissen»

Am 26. September 2010 sagte das Schweizer Volk ja zur 4. Revision des Arbeitslosenversicherungsgesetzes (AVIG). Ein harter Schlag für all jene, die man auch im deutschen Sprachraum oft mit dem französischen Begriff «Intermittents du spectacle» bezeichnet. Damit sind diskontinuierlich beschäftigte KulturarbeiterInnen gemeint, die häufig ihre Arbeitgeber wechseln und für die Verträge mit begrenzter Dauer üblich sind. Der neue Text, der am 1. April 2011 in Kraft trat, schreibt nämlich die Verlängerung der Beitragszahlungszeit vor. Um eine vollständige Arbeitslosenentschädigung zu erhalten (400 Taggelder), muss man künftig eine Beitragszeit von 18 statt wie bisher 12 Monaten innerhalb von 24 Monaten nachweisen können.

Da diese Schwelle für die Mehrzahl der diskontinuierlich beschäftigten KulturarbeiterInnen der Bühne und anderen audiovisuellen Medien – sie haben sich vorübergehend unter dem Namen Comité 12a (siehe Seite 9) zusammengeschlossen – unerreichbar ist, verschafften sich ihre Berufsverbände Gehör. Im März akzeptierte der Bundesrat, die ersten 60 Tage jedes Vertrags von beschränkter Dauer zu verdoppeln. Zuerst hatte das Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO) abgelehnt, diese Massnahme rückwirkend anzuwenden. Mit Unterstützung der Stadt Genf stieg das Comité 12a erneut auf die Barrikaden. Und die gute

Nachricht wurde am 12. Mai 2011 verkündet: Die Verdoppelung der ersten beiden Monate jedes Vertrags wird tatsächlich rückwirkend angerechnet. Personen, die bereits innerhalb der Rahmenfrist sind, profitieren folglich ebenfalls von dieser Massnahme.

Anders gesagt: Um einfacher die nach dem neuen Arbeitslosenversicherungsgesetz geforderten 18 Monate Beitragszeit innerhalb von zwei Jahren zu erreichen, werden die ersten sechzig Tage jedes Vertrags doppelt angerechnet. Was die Entschädigungen betrifft, haben Versicherte künftig das Recht auf höchstens 260 Taggelder bei einer nachgewiesenen Beitragszeit von insgesamt 12 Monaten, höchstens 400 Taggelder bei 18 Monaten Beitragszeit sowie höchstens 520 Taggelder bei einer Beitragszeit von mindestens 24 Monaten, sofern sie das 55. Altersjahr zurückgelegt haben oder eine Invalidenrente beziehen, die einem Invaliditätsgrad von mindestens 40 Prozent entspricht. Personen bis zum zurückgelegten 25. Altersjahr ohne Unterhaltspflichten gegenüber Kindern haben Anspruch auf höchstens 200 Taggelder.

Das neue Recht führt noch weitere Änderungen ein. Die Beiträge für die Arbeitslosenversicherung steigen von 2% auf 2,2% (zu gleichen Teilen vom Arbeitnehmer und Arbeitgeber getragen). Hinzu kommt der Solidaritätsbeitrag von 1% für Löhne über 126 000 Franken (Beitragsansatz für 2011). Die Wartefrist für den Anspruch auf Taggelder bleibt grundsätzlich bei 5 kontrollierten Tagen Arbeitslosigkeit. Für Versicherte, die keine Unterhaltspflicht gegenüber Kindern unter 25 Jahren haben, hingegen verlängert sich diese Karenzzeit auf 10 Tage bei Löhnen von

60 001 bis 90 000 Franken, auf 15 Tage bei 90 001 bis 125 000 Franken und auf 20 Tage bei Löhnen über 125 000 Franken.

Eine weitere Neuerung: Die Kompensationszahlungen, die an Versicherte während einer Zwischenverdienstzeit geleistet wurden, werden bei der Berechnung des versicherten Verdiensts nicht mehr berücksichtigt. Absatz 5 von Artikel 27 wiederum, der dem Bundesrat erlaubte, in Kantonen mit hoher Arbeitslosigkeit die Leistungen vorübergehend auf 120 Taggelder und 6 Monate zu erhöhen, wurde ersatzlos gestrichen. Erwähnt sei schliesslich noch betreffend der Leistungen in Verbindung mit Unterhaltspflichten gegenüber Kindern, dass letztere wie oben erwähnt weniger als 25 Jahre alt sein müssen.

Standpunkt des Comité 12a: ein erster entscheidender Schritt für diskontinuierlich Beschäftigte.

2003, anlässlich der 3. Revision des Arbeitslosenversicherungsgesetzes (AVIG), hatten die diskontinuierlich beschäftigten Kulturschaffenden eine Ausnahme durchgesetzt, den berühmten Artikel 12a der Anwendungsverordnung: Der erste Monat jedes neuen Vertrags wurde doppelt angerechnet. Dies erlaubte, die naturgegebene Kürze der Bühnen- und anderen audiovisuellen Engagements wettzumachen. Im Herbst 2010 wurde die 4. Revision des AVIG von den Schweizer Stimmberechtigten mit der knappen Mehrheit von 53,4% angenommen. Wegen der verschärften Bestimmungen (18 Monate Beitragszahlung statt vorher 12), befürchteten die diskontinuierlich Beschäftigten «verheerende Konsequenzen» für ihre Tätigkeitsbereiche. In aller Eile wurde das Comité 12a gegründet. Es vereinigte die wichtigsten Kreise des Westschweizer Theater- und Filmschaffens und wurde insbesondere vom Filmer Jacob Berger und dem Direktor des Fonds Regio Films, Jean-Michel Cruchet, geleitet.

Angesichts der Tatsache, dass die meisten Schauspieler und anderen Berufe des Theater- und Filmschaffens nicht in der Lage sind, die neuen Anforderungen dieses Gesetzes zu erfüllen, reichten etwa hundert Personen am 28. Februar 2011 in Bern eine vom Collectif Rosa initiierte Petition ein. Die 7000 Unterschriften verlangten die Verdoppelung der drei ersten Monate des Vertrags. Dieser Ruf wurde gehört – zumindest teilweise: Im März 2011 erklärte sich der Bundesrat bereit, die

ersten zwei Monate des Vertrags doppelt anzurechnen. Obwohl das Gesetz rückwirkende Kraft hat, entschied das SECO, dies sei bei der Anwendungsverordnung nicht der Fall. Eine rechtliche Absurdität, die in der Zwischenzeit korrigiert worden ist. Für Julien Lambert, den Koordinator des Comité 12a, ist diese Massnahme, die eine Katastrophe verhindert, jedoch nicht ausreichend. Laut dem Genfer Regisseur wird man über den Status der «Intermittents du spectacle» nochmals diskutieren müssen. «Viele leben weiterhin in prekären Verhältnissen und unter dem durchschnittlichen Lebensstandard.»

Standpunkt der Westschweizer Theatergewerkschaft: die Beschäftigung im Zentrum der Besorgnisse.

Das Synd!cat (SSRS - Syndicat suisse romand du spectacle) hatte mobil gemacht und die jüngste Revision des Arbeitslosenversicherungsgesetzes bekämpft. Nach Erreichen der Verdoppelung der Tagesanzahl griff die Gewerkschaft ihre «drei strategischen Achsen» wieder auf (Erhöhung des Beschäftigungsgrades im Bühnen- und Filmschaffen durch Verstärkung der kulturellen Subventionen; Schaffung zusätzlicher Arbeitsplätze auch in Verbindung mit den Fähigkeiten der Künstler; Schaffung eines sozialen Status für Künstler) und zog sich aus dem Comité 12a zurück. Diese Entscheidung löste einige missbilligende Reaktionen aus, ist jedoch laut Anne Papilloud, Generalsekretärin des SSRS, durchaus gerechtfertigt. «Was wir in diesem Rahmen tun konnten, wurde getan. Als Gewerkschaft wollen wir nun dafür kämpfen, dass die Arbeitgeber die effektiv geleistete Arbeit angemessen bezahlen können, die Vorbereitung und Kreation von Projekten inbegriffen.»

Anne Papilloud erklärt zudem, die Arbeitslosigkeit habe das Bühnenschaffen weiter geschwächt. «Für viele Intermittents ist die Arbeitslosenversicherung eine unausweichliche und notwendige Hilfe. Doch wenn sich die Arbeitgeber allzu häufig auf die Arbeitslosenhilfe stützen, ist das langfristig keine gute Lösung. Taggelder für Arbeitslosigkeit dürfen nicht Teil der Subventionen für das Kulturschaffen sein. Man muss deshalb zwingend die Beschäftigung und die Löhne erhöhen.» Die Gewerkschaft arbeitet intensiv daran, die Arbeits- und Produktionsbedingungen des Bühnen- und Filmschaffens zu verbessern. «Wir werden das Gespräch mit unseren natürlichen Partnern, den Arbeitgebern (grossen Theatern, audiovisuellen Medien usw.) suchen», kündigt die SSRS-Generalsekretärin an.

Cathy Crausaz,
freischaffende Journalistin

un site commun pour défendre le droit d'auteur

Au cours des derniers mois, le droit d'auteur a fait l'objet de nombreuses interventions du monde politique et des médias qui représentent en réalité des attaques directes contre les intérêts des créateurs. Par exemple, des parlementaires mettent la pression sur les sociétés de gestion par diverses questions ou motions au Conseil fédéral, notamment pour modifier la loi sur le droit d'auteur en allégeant la «charge» pesant sur la formation. Quant à l'opinion publique, elle s'interroge de plus en plus souvent sur le bien-fondé du droit d'auteur, en particulier en relation avec les nouveaux supports techniques permettant de mémoriser des œuvres. Le rôle des sociétés d'auteurs est mal perçu.

Face à ce développement, les sociétés suisses de droits d'auteur et de droits voisins ont décidé de renforcer leur communication. Elles viennent d'ouvrir un site web commun dédié en particulier aux décideurs politiques et aux médias, ou à toutes les personnes intéressées par les questions de gestion de droits d'auteur. La SSA et les sociétés ProLitteris, SUISA, SUISSIMAGE et SWISSPERFORM se présentent respectivement. Tous leurs domaines d'activité sont expliqués de façon succincte. Des chapitres ont été rédigés sur les sociétés de gestion, leurs activités, répertoires, recettes et répartitions, leurs actions sociales et culturelles ainsi que les bases légales au plan national et international. De plus, chaque page de ce site commun est agrémenté d'une intervention d'un membre qui donne son opinion sur sa société de gestion – il est très important que les auteurs soutiennent les actions des sociétés dont ils sont finalement les propriétaires. La SSA a fait appel, dans un premier temps, à Jean-François Amiguet, Anne Cuneo, Lova Golovtchiner, Joseph Gorgoni et Pierre Naftule, Yann Lambiel, Philippe Saire et Nicole Seiler.

Nous les remercions vivement pour leur soutien, en souhaitant que la compréhension du droit d'auteur soit grandement améliorée par cette action.

Jean Cavalli, directeur

Adresse du nouveau site: www.swisscopyright.ch

eine gemeinsame Website zum Schutz des Urheberrechts

In den vergangenen Monaten kam das Thema Urheberrecht in der Politik und in den Medien oft zur Sprache. In Wirklichkeit handelte es sich meist um direkte Angriffe gegen die Interessen der schöpferisch tätigen Künstler. So erhöhten beispielsweise die Parlamentarier durch diverse Fragen und Motionen an den Bundesrat den Druck auf die Verwertungsgesellschaften; dabei wurde insbesondere versucht, das Urheberrechtsgesetz abzuändern, indem man die «Kosten» reduziert, die auf der Ausbildung lasten. Die öffentliche Meinung wiederum hinterfragt immer häufiger die Berechtigung des Urheberrechts, vor allem in Bezug auf die neuen technischen Datenträger, auf denen die Werke abgespeichert werden können. Die Aufgabe der Verwertungsgesellschaften ist vielen nicht klar.

Angesichts dieser Entwicklung haben die schweizerischen Verwertungsgesellschaften für Urheberrechte und verwandte Schutzrechte beschlossen, ihre Öffentlichkeitsarbeit zu optimieren. Sie haben vor kurzem eine gemeinsame Website ins Leben gerufen, die in erster Linie auf die politischen Entscheidungsträger und die Medien ausgerichtet ist sowie alle Personen anspricht, die sich für Fragen des Urheberrechts interessieren. Die SSA und ihre Schwestergesellschaften ProLitteris, SUISA, SUISSIMAGE und SWISSPERFORM stellen sich jeweils vor und erläutern, in welchen Bereichen sie tätig sind. Weitere Rubriken befassen sich mit den Verwertungsgesellschaften, ihren Aufgaben, Repertoires, Einnahmen und Verteilungsschlüsseln, mit ihren sozialen und kulturellen Aktionen sowie den gesetzlichen Grundlagen auf nationaler und internationaler Ebene. Zudem ist jede Seite dieser gemeinsamen Website mit dem Beitrag eines Mitglieds versehen, das seine Meinung zu seiner Verwertungsgesellschaft bekannt gibt – es ist äusserst wichtig, dass die Urheberinnen und Urheber die Tätigkeit ihrer Gesellschaften unterstützen, deren Anteilseigner sie ja letztlich sind. Die SSA hat sich zu diesem Zweck vorerst an Jean-François Amiguet, Anne Cuneo, Lova Golovtchiner, Joseph Gorgoni und Pierre Naftule, Yann Lambiel, Philippe Saire und Nicole Seiler gewandt.

Wir bedanken uns bei den vorgenannten Künstlern herzlich für ihre Unterstützung und geben dem Wunsch Ausdruck, dass das Urheberrecht dank dieser Aktion nun sehr viel besser verstanden und akzeptiert wird.

Jean Cavalli, Direktor

Adresse der neuen Website: www.swisscopyright.ch

lauréats

preise

FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FRIBOURG 2011 – PRIX SPÉCIAL DU JURY

Le long métrage de fiction *Please Don't Disturb* de **Mohsen Abdolhab** (Iran, 2010) a reçu le Prix spécial du jury international décerné pour l'inventivité du scénario et de la réalisation, le renouvellement du langage cinématographique ou l'audace thématique et formelle. Le montant du prix est de **7000 francs**, offert par la SSA et SUISSIMAGE.

VISIONS DU RÉEL 2011, NYON

Le documentaire *Les Lessiveuses* de **Yamina Zoutat** (Suisse/France) a reçu le Prix Cinéma Suisse «Création» de **10 000 francs**, doté par la SSA et SUISSIMAGE. Ce prix attribué par le Jury du film suisse distingue «le film suisse le plus novateur». Une mention spéciale a été attribuée au film *Eine ruhige Jacke* de **Ramòn Giger** (Suisse).

INTERNATIONALES FILMFESTIVAL FREIBURG 2011 – SPEZIALPREIS DER JURY

Der Spielfilm *Please Don't Disturb* von **Mohsen Abdolvahab** (Iran, 2010) erhielt den Spezialpreis der internationalen Jury, welcher den prämierten Filmschaffenden für den Erfindungsreichtum von Drehbuch und Regie, die Erneuerung der Filmsprache oder die thematische und formale Kühnheit auszeichnet. Der Preis in der Höhe von **7000 Franken** wird von der SSA und SUISSIMAGE gestiftet.

FESTIVAL VISIONS DU RÉEL 2011, NYON

Der Dokumentarfilm *Les Lessiveuses* von **Yamina Zoutat** (CH/F) hat den diesjährigen Preis der SSA und SUISSIMAGE in der Höhe von **10 000 Franken** erhalten. Der Preis wird von der Jury Schweizer Film für den «innovativsten Schweizer Film» vergeben. Eine lobende Erwähnung ging an den Film *Eine ruhige Jacke* von **Ramòn Giger** (CH).



© VIVISUE FILM, RAMÒN GIGER



© YAMINA ZOUTAT / LES FILMS D'ICI - ELEFANT FILMS



© ARASH SADEGHI

Eine ruhige Jacke de Ramòn Giger, *Les Lessiveuses* de Yamina Zoutat et *Please Don't Disturb* de Mohsen Abdolvahab.
Eine ruhige Jacke von Ramòn Giger, *Les Lessiveuses* von Yamina Zoutat und *Please Don't Disturb* von Mohsen Abdolvahab.

der Einsatz der SAA wird durch ein Weissbuch unterstützt

Die SAA (Société des Auteurs Audiovisuels) hat vor kurzem ein Weissbuch herausgegeben. Dieses 30-seitige Dokument enthält eine hochinteressante Bestandesaufnahme der Rechte und Entschädigungen von Urhebern im audiovisuellen Bereich in Europa. Die SAA hält zunächst fest, dass in Europa insgesamt über eine Million Menschen in der audiovisuellen Branche tätig sind und dort Bruttoerträge von mehr als 108 Milliarden Euro generieren. Die neuen Möglichkeiten, auf audiovisuelle Werke zuzugreifen, schaffen einen bedeutenden Markt, den man urheberrechtlich in den Griff bekommen muss. Zu den Mitgliedern der SAA gehören 24 europäische Gesellschaften für kollektive Verwertung, die zusammen wiederum über 118 000 Drehbuchautoren und Regisseure vertreten. Sie haben 2009 insgesamt mehr als 423 Millionen Euro in 17 europäischen Ländern eingenommen.

Im Gegensatz zu den europäischen Verwertungsgesellschaften für musikalische Werke möchten die Mitglieder der SAA sich nicht irgendwelchen EU-Vorschriften unterwerfen, sondern versuchen mit den betreffenden Behörden im Vorfeld zusammenzuarbeiten, sich auszutauschen und zu einer Einigung zu gelangen, damit die neuen Regelungen für alle Beteiligten akzeptabel sind. So hat die SAA die Europäische Kommission insbesondere gebeten, die Entschädigungen für audiovisuelle Werke in eine allfällige Richtlinie über die kollektive Verwertung von Urheberrechten zu integrieren, damit für sämtliche Verwertungsgesellschaften gemeinsame Mindestvorschriften in Bezug auf Transparenz und Governance gelten.

Die SAA betreibt mit Hilfe eines ständigen, aus drei Personen bestehenden und in Brüssel ansässigen Sekretariats weiterhin Lobbying bei den europäischen Behörden. Dabei wird sie von einer Gruppe von Schirmherren unterstützt, der viele bekannte Koryphäen des europäischen Films angehören, u.a. Fred Breinersdorfer, Costa-Gavras, Agnès Jaoui, Volker Schlöndorff, Paolo Sorrentino und Bertrand Tavernier.

Jean Cavalli, Direktor

die Ziele der SAA

Es ist allgemein bekannt, dass sich die gesetzlichen Grundlagen bezüglich der Verwertung audiovisueller Werke in Europa von Land zu Land stark unterscheiden. In einigen Fällen besitzen die zuständigen Verwertungsgesellschaften weitreichende Befugnisse, in anderen Ländern spielen sie nur eine sehr untergeordnete Rolle und sind auf sogenannte sekundäre Rechte beschränkt (Weitersenderechte über Kabel und Privatkopien). Diese Unterschiede bei den Regimes traten noch deutlicher hervor, als in der Richtlinie über das Urheberrecht in der Informationsgesellschaft von 2001 das Recht der öffentlichen Zugänglichmachung eingeführt wurde. Dieses Recht sichert den Urhebern eine Vergütung für die Nutzung ihrer Werke auf Abruf (on demand) oder online zu. Die Umsetzung dieses Rechts in den Verträgen, die in den Mitgliedstaaten mit den Produzenten abgeschlossen werden, wird allerdings durch zahlreiche Schwierigkeiten behindert. Die Nutzer behaupten oft, sie hätten die Nutzungsrechte direkt von den Produzenten erworben. Doch die Verbreitung von Werken auf Abruf oder online wird in den kommenden Jahren für ihre Verbreitung und Nutzung immer mehr an Bedeutung gewinnen. Aus diesem Grund bemüht sich die SAA (Société des auteurs audiovisuels) seit Anfang 2010 darum, folgende zwei Ziele zu erreichen:

Die audiovisuellen Urheber sollen das unveräusserliche Recht auf Entschädigung für die Online-Nutzung ihrer Werke bekommen, und zwar auf der Grundlage der Einnahmen, die durch die Verbreitung ihrer Werke entstehen;

Es soll eine Regelung für die Verwertung dieser Rechte durch die Urheberrechtsgesellschaften eingeführt werden.

Weissbuch der SAA: www.saa-authors.eu. Die Texte stehen auf Französisch und Englisch zur Verfügung.

le combat de la SAA appuyé par un livre blanc



les objectifs de la SAA

Il est bien connu que le régime de gestion des droits des auteurs d'œuvres audiovisuelles en Europe varie beaucoup d'un pays à l'autre. Dans certains cas, des sociétés de gestion collective ont un rôle important, dans d'autres très marginal et limité aux droits dits secondaires (retransmission par câble et copie privée). Ces différences de régime ont été encore mises en évidence par l'octroi d'un droit de mise à disposition introduit par la directive sur le droit d'auteur dans la société de l'information de 2001. Ce droit permet de garantir aux auteurs un paiement pour l'exploitation à la demande ou en ligne de leurs œuvres. La mise en application de ce droit dans les contrats passés avec les producteurs et dans les pays membres se heurte toutefois à de nombreuses difficultés. Les exploitants prétendent souvent avoir acquis directement ces droits des mains des producteurs. Or, la distribution à la demande ou en ligne des œuvres va devenir un moyen de diffusion et de consommation des œuvres d'une importance considérable dans les prochaines années. C'est la raison pour laquelle la Société des auteurs audiovisuels s'est mobilisée dès le début de l'année 2010 pour atteindre deux objectifs: obtenir pour les auteurs audiovisuels un droit à rémunération inaliénable pour leurs droits en ligne, basé sur les revenus générés par la diffusion de leurs œuvres, et deuxièmement établir une gestion de ces droits par les sociétés d'auteurs.

La SAA (Société des auteurs de l'audiovisuel) vient de publier un livre blanc. Un document de 30 pages qui dresse un captivant état des lieux des droits et de la rémunération des auteurs de l'audiovisuel en Europe. La SAA y constate d'abord que plus d'un million de personnes travaillent directement au sein de l'industrie audiovisuelle en Europe, en générant des revenus bruts supérieurs à 108 milliards d'euros. Les nouvelles possibilités d'accès aux œuvres audiovisuelles représentent un marché considérable qu'il s'agit de maîtriser en terme de droits. Rassemblant vingt-quatre sociétés de gestion collective européennes qui représentent ensemble plus de 118 000 scénaristes et réalisateurs, les membres de la SAA ont perçu en 2009 plus de 423 millions d'euros dans dix-sept pays en Europe.

Contrairement aux sociétés gérant les droits musicaux sur ce continent, les membres de la SAA ne souhaitent pas subir les contraintes européennes, mais tentent de les précéder d'une réflexion et d'une concertation avec les autorités européennes permettant d'arriver à un régime satisfaisant pour tous. En particulier, la SAA a demandé à la Commission européenne d'intégrer les droits audiovisuels dans une éventuelle directive sur la gestion collective de droits d'auteur, afin de traiter l'ensemble des sociétés de gestion collective par des règles minimales en matière de transparence et de gouvernance.

Avec l'action d'un secrétariat permanent composé de trois personnes et basé à Bruxelles, la SAA poursuit ses activités de lobbying auprès des autorités européennes. Elle bénéficie du soutien d'un comité de parrainage composé des plus grands noms du cinéma européen, dont Fred Breinersdorfer, Costa-Gavras, Agnès Jaoui, Volker Schlöndorff, Paolo Sorrentino et Bertrand Tavernier.

Jean Cavalli, directeur

Livre blanc de la SAA: www.saa-authors.eu
Les textes sont disponibles en français et en anglais.



© JEAN-PIERRE MATHEZ

portrait

Julien-François Zbinden,
une figure de Janus

Dans cette nouvelle rubrique, *Papier* présente des artistes membres de la SSA. Parfois récit, d'autres fois dialogue, interview, la forme dépendra de la sensibilité du portraitiste qui est, pour ce premier article, Jean-Pierre Amann, homme de radio et fin connaisseur du monde de la musique. Il croque Julien-François Zbinden, musicien accompli, membre de la première heure de la SSA.

Oserais-je tenter de saisir en deux images la complexité du personnage?

Première image: nous sommes en 1961, un entretien réalisé avec le compositeur Francis Poulenc de passage à Lausanne. L'intervieweur, Julien-François Zbinden, est littéralement sous le charme d'un orateur en verve, à l'humour truculent et au verbe coloré et, tout au long de l'entretien, on devine le rire bon enfant du premier. Seconde image: une assemblée générale de l'Association des musiciens suisses (elle s'appelait ainsi à l'époque), les sujets à l'ordre du jour semblent se régler comme du papier à musique (c'est le moins que l'on puisse attendre d'une telle assemblée) et brusquement une main se lève pour s'opposer avec vigueur au déroulement trop laxiste des débats. Ces moments-là, chaque membre du comité les a redoutés, car les prises de parole de Julien-François Zbinden dénotent une belle maîtrise du langage oratoire et une habileté au réquisitoire digne d'un maître du barreau.

Une figure de Janus qui se retrouve dans bien des aspects du personnage.

Musicien de jazz à ses débuts, Julien-François Zbinden maîtrise le piano au point d'enthousiasmer les meilleurs spécialistes du genre. Mais on ne vit

pas de cet art en Suisse romande; il entre donc à la radio comme régisseur musical et, très vite, va embrasser la presque totalité du répertoire, partition en main, à l'affût de toutes les imperfections qu'il se doit d'effacer pour l'éternité ou presque. Puis il dirige le Département musical du studio lausannois de la Radio suisse romande. Et dans la quiétude de l'aube, avant de se rendre à son travail, il s'adonne à son autre passion: la composition, qu'il pratique encore aujourd'hui à l'approche de ses 94 ans.

C'est avec cette discipline de vie qu'il parvient à conjuguer toutes ses activités, s'impliquant en outre dans la défense de ses pairs au sein de l'Association suisse des musiciens, de la SUISA et de la SSA.

Nombreux sont ceux qui profitent de leur retraite pour précisément prendre un peu de recul; lui ne manque pas de rester au fait de la création contemporaine. Malgré des ennuis de santé qui l'ont privé de sa voix légendaire – qui ne se souvient pas de ses envolées lyriques dans l'émission *Disanalyse?* –, il demeure un témoin vigilant de la vie musicale de notre pays.

Comment peut-on évaluer la place de sa musique aujourd'hui? Fidèle à une esthétique considérée comme dépassée par les ténors de l'avant-garde, il poursuit son chemin envers et contre tout, composant autant pour les orchestres symphoniques (5 symphonies), de la musique de chambre pour les solistes les plus chevronnés, mais aussi des pages chorales qui mériteraient d'être plus souvent abordées par nos formations les plus pointues.

A y regarder de plus près, ils sont rares les compositeurs aptes à composer pour des musiciens professionnels aussi bien qu'amateurs. Et ceux qui y parviennent avouent parfois leur difficulté à écrire simplement.

Durant cette année et l'année prochaine (qui marquera les 95 ans du compositeur), il vaut la peine de s'arrêter sur cette trajectoire originale. Elle ne manque pas de nous interpeller au seuil d'un XXI^e siècle, où la création contemporaine marque le pas après des années d'expérimentation extrême soudainement freinées par le manque de soutien étatique et le brusque besoin de repenser la relation entre le créateur et son public. Seul l'avenir nous dira qui a eu raison, entre les novateurs et ceux qui sont restés fidèles à leur langage.

Ce n'est pas l'auteur de ces lignes qui se permettra de trancher. Cependant, profitons de ce temps de pause pour réécouter les œuvres de Julien-François Zbinden, empreintes d'une élégance française et, pourquoi pas, romande. Et surtout ne boudons pas notre plaisir en l'écoutant improviser sur des standards de jazz dans un CD paru au printemps 2011.

Jean-Pierre Amann

événements importants

Concerts

25 novembre 2011, Salle Paderewski, Casino de Montbenon à Lausanne: création de *Il Paradiso* par l'Ensemble vocal de Lausanne (commande de Michel Corboz).

3 mars 2012, Octogone de Pully: création du Quatuor à cordes No. 2 par le Quatuor Sine Nomine.

CD

Printemps 2011, parution d'un album CD de jazz piano solo chez TCB intitulé *The Last Call...?*

Été-automne 2011, parution d'un album CD chez Artlab: œuvres pour chœur a cappella par le Chœur des XVI/André Ducret.

Livre

Fin 2010 chez Georg Editeur, Genève: parution de la 2^e édition de *Julien-François Zbinden, Compositeur* de Claude Tappolet.

Rappel biographique

11 novembre 1917, naissance à Rolle. Étude de piano avec Ernest Décosterd - Conservatoire de Lausanne - élève à l'École Normale à Lausanne - étude de piano avec Marie Panthès et de composition avec René Gerber.

1938-1947: pianiste d'orchestre; 1947-1956: pianiste et régisseur musical à Radio-Lausanne - 1956-1964: chef du Service musical de Radio Lausanne puis chef-adjoint des émissions musicales de la RSR jusqu'à sa retraite en 1982.

Distinctions: 1956 3^e Prix de composition Henryk Wieniawski, Varsovie - 1978 Officier de l'Ordre des Arts et des Lettres (France) - 1993 Médaille d'Or de la Ville de Lausanne.

wichtige Veranstaltungen

Konzerte

25. November 2011, Paderewski-Saal, Casino de Montbenon in Lausanne: Aufführung von *Il Paradiso* mit dem Ensemble Vocal de Lausanne unter der Leitung von Michel Corboz.

3. März 2012, Octogone de Pully: Das Ensemble Quatuor Sine Nomine spielt das Streichquartett Nr. 2.

CD

Frühling 2011, Publikation der Jazz-CD *The Last Call...?* mit Klaviersoli bei TCB.

Sommer-Herbst 2011, Publikation einer CD bei Artlab: Werke für A-cappella-Chor mit dem Chœur des XVI unter Leitung von André Ducret.

Buch

Ende 2010 erschien bei Georg Editeur, Genf, die 2. Auflage des Werks von Claude Tappolet: *Julien-François Zbinden, Compositeur*.

Biographische Angaben

Geburt am 11. November 1917 in Rolle. Klavierunterricht bei Ernest Décosterd – Musikonservatorium Lausanne – Schüler an der Ecole Normale in Lausanne – Klavierstudium bei Marie Panthès und Kompositionsunterricht bei René Gerber.

1938–47: Orchesterpianist; 1947–56: Pianist und Aufnahmeleiter bei der RSR (Radio Suisse Romande) in Lausanne; 1956–64: Leiter der Musikabteilung im Studio Lausanne der RSR, dann stellvertretender Leiter der Musiksendungen der RSR bis zu seiner Pensionierung 1982.

Auszeichnungen: 1956 3. Preis für Komposition Henryk Wieniawski, Warschau; 1978: Offizier des Ordens der Künste und Literatur (Frankreich); 1993: Goldmedaille der Stadt Lausanne.

In dieser neuen Rubrik stellt *Papier* Künstler vor, die Mitglieder der SSA sind. Es handelt sich um Porträts in Form von Essays, Dialogen oder Interviews, je nach Vorliebe der Autoren. Dieser erste Artikel stammt vom Radiomann und Musikkenner Jean-Pierre Amann. Er zeichnet ein Bild von Julien-François Zbinden, einem versierten und vielseitigen Musiker und SSA-Mitglied der ersten Stunde.

Kann ich es wagen, die Komplexität dieser Persönlichkeit mit Hilfe zweier Skizzen zu umreissen?

Erstes Bild: Wir befinden uns im Jahr 1961 bei einem Gespräch mit dem Komponisten Francis Poulenc, der in Lausanne auf Durchreise ist. Der Interviewer Julien-François Zbinden steht buchstäblich im Bann dieses geistreichen Redners mit sprühendem Witz und farbiger Sprache, und während der ganzen Unterhaltung merkt man, wie viel Spass dem Ersteren die Unterhaltung macht.

Zweites Bild: Eine Generalversammlung des Schweizerischen Tonkünstlervereins, die so gut organisiert ist, dass sich die Traktanden wie von selbst zu erledigen scheinen. Plötzlich schnellt eine Hand in die Höhe, deren Besitzer sich vehement über den zu laxen Ablauf beschwert. Diesen Augenblick fürchteten jeweils alle Vorstandsmitglieder, denn wenn Julien-François Zbinden das Wort ergriff, erwies er sich als meisterlicher Redner mit den Fähigkeiten eines Strafverteidigers, der ein feuriges Plädoyer hält.

In dieser Person vereinigen sich die Aspekte einer Janusfigur. Julien-François Zbinden war in seinen Anfängen Jazzmusiker und begeisterte mit seinem Klavierspiel die besten Spezialisten dieses Genres. Doch in der Westschweiz konnte man vom Jazz nicht leben. Deshalb ging er als Aufnahmeleiter zum Westschweizer Radio (RSR). Hier übernahm er sehr schnell fast das ganze Repertoire und lauerte, mit dem Notenheft in der Hand, auf alle Fehler und Mängel, die er für immer und ewig, oder jedenfalls beinah, auszumerzen hatte. Anschliessend leitete er die Musikabteilung des Lausanner Studios des RSR. Und in der Ruhe der Morgendämmerung, bevor er zur Arbeit ging, widmete er sich einer anderen Leidenschaft: der Komposition, die er noch heute betreibt, mit bald 94 Jahren.

Dank seiner Disziplin gelang es ihm, all diese Aktivitäten unter einen Hut zu bringen und sich zudem beim Schweizerischen Tonkünstlerverein, bei der SUISA und der SSA für die Anliegen seiner Berufskollegen einzusetzen.

Viele profitieren vom Ruhestand, um sich ein wenig zurückzuziehen; er jedoch liess es sich nicht nehmen, mit dem Komponieren moderner Musik weiterzufahren. Ungeachtet der gesundheitlichen Probleme, die ihn seiner legendären Stimme beraubten – wer erinnert sich nicht an seine lyrischen Höhenflüge in der Sendung Discanalyse? –, bleibt er ein aufmerksamer Beobachter des Musiklebens unseres Landes.

Welchen Stellenwert besitzt seine Musik heute? Einer Ästhetik verpflichtet, die nach avantgardistischer Meinung als überholt betrachtet wird, geht er seinen Weg trotz allem weiter, indem er für Sinfonieorchester (5 Sinfonien), Kammermusik für die versiertesten Solisten, aber auch Chorpartituren schreibt, die es verdienen würden, von unseren Spitzenformationen häufiger aufgeführt zu werden.

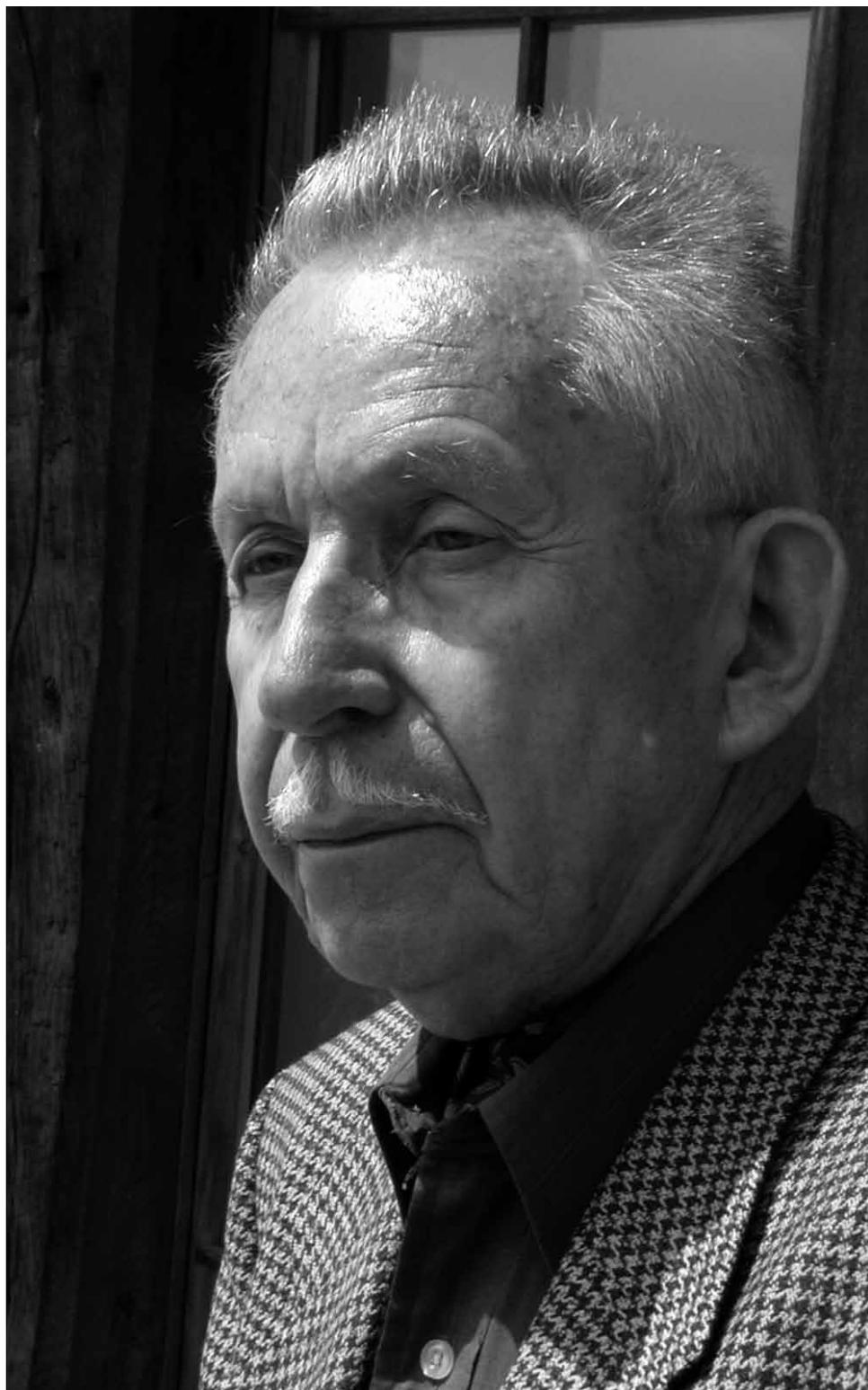
Genau genommen gibt es wenige Tonkünstler, die fähig sind, für professionelle Musiker und für Amateure gleich gut zu komponieren. Und jene, denen dies gelingt, gestehen manchmal ein, dass es ihnen Mühe macht, einfach zu schreiben.

Jetzt ist im Hinblick auf nächstes Jahr (der Komponist wird am 11. November 2012 seinen 95. Geburtstag feiern) ein Rückblick auf diese einzigartige Laufbahn angebracht. Sie muss uns nach diesem ersten Jahrzehnt eines 21. Jahrhunderts aufhorchen lassen, in dem die zeitgenössische musikalische Kreation nach Jahren extremer Experimentierlust auf der Stelle tritt. Einer Experimentationsfreudigkeit, die mangels staatlicher Unterstützung plötzlich gebremst wurde, während sich ebenso plötzlich das Bedürfnis meldete, die Beziehung zwischen dem Kreateur und seinem Publikum zu überdenken. Allein die Zukunft wird verraten, wer recht hatte, die Neuerer oder jene, die ihrer Sprache die Treue hielten.

Der Autor dieser Zeilen masst sich nicht an, darüber zu entscheiden. Nutzen wir indessen die Zeit bis dahin, um die Werke von Julien-François Zbinden zu hören, die von französischer und – warum nicht? – Westschweizer Eleganz geprägt sind. Lassen wir uns vor allem nicht das Vergnügen entgehen, ihn beim Improvisieren von Jazzstandards auf der im Frühling 2011 erschienenen CD zu erleben.

Jean-Pierre Amann

© JEAN-PIERRE MATHÉZ



Porträt

Julien-François Zbinden,
eine Janusfigur

concours et bourses ssa ssa-wettbewerbe und stipendien

BOURSES POUR LES COMPOSITEURS D'UNE ŒUVRE DRAMATICO-MUSICALE

Attribution de deux bourses de 10 000 francs chacune par année pour des compositeurs d'œuvres dramatico-musicales destinées à la représentation scénique (comédies musicales, opéras, opérettes etc.).

Délais pour l'envoi des dossiers:
8 août, 31 octobre 2011

BOURSES POUR LES COMPOSITEURS DE MUSIQUE DE SCÈNE

Jusqu'à dix bourses de 2000 à 4000 francs (montant global annuel: 30 000 francs) pour des compositeurs de musique de scène accompagnant une création théâtrale originale ou chorégraphique.

Délais pour l'envoi des dossiers:
8 août, 31 octobre 2011

BOURSES POUR LA TRADUCTION DE PIÈCES DE THÉÂTRE

Jusqu'à trois bourses annuelles d'un montant global de 10 000 francs à des traducteurs qui projettent de traduire en allemand, en français ou en italien une œuvre théâtrale d'un auteur suisse contemporain et vivant, écrite dans l'une de ces mêmes langues, à condition que la pièce de théâtre dans sa version traduite soit, avec certitude, mise en production ou en lecture publique.

Délais pour l'envoi des dossiers:
12 août et 4 novembre 2011

SOUTIEN SSA 2011 À LA COMMANDE D'ÉCRITURE DRAMATIQUE

Soutien à des structures productrices (théâtres producteurs et compagnies professionnelles) afin de les encourager à commander l'écriture de nouvelles pièces originales à des auteurs suisses. Montant annuel mis à disposition: 40 000 francs.

Date limite pour l'envoi des projets:
4 novembre 2011

STIPENDIEN FÜR KOMPONISTEN VON MUSIKDRAMATISCHEN WERKEN

Zuteilung von zwei Stipendien zu je 10 000 Franken pro Jahr für Komponisten von musikdramatischen Werken, die für die Bühne bestimmt sind (Aufführungen von Musicals, Opern, Operetten usw.).

Eingabefristen für das Einreichen der Projekte:
8. August, 31. Oktober 2011

STIPENDIEN FÜR KOMPONISTEN VON BÜHNENMUSIK

Zuteilung von bis zu zehn Stipendien zwischen 2000 und 4000 Franken (jährlicher Gesamtbetrag 30 000 Franken) für Komponisten von Bühnenmusik, die ein Originaltheaterstück oder eine Choreografie begleiten.

Eingabefristen für das Einreichen der Projekte:
8. August, 31. Oktober 2011

STIPENDIEN FÜR DIE ÜBERSETZUNG VON THEATERSTÜCKEN

Bis zu drei Stipendien mit einem jährlichen Gesamtbetrag von 10 000 Franken für Übersetzer, deren Projekt es ist, ein in Französisch, Deutsch oder Italienisch verfasstes Theaterstück eines zeitgenössischen schweizerischen Autors in eine dieser drei Sprachen zu übersetzen. Voraussetzung ist, dass die übersetzte Version des Stücks mit Bestimmtheit als Stück oder als öffentliche Lesung produziert und aufgeführt wird.

Eingabefristen für das Einreichen der Projekte:
12. August und 4. November 2011

UNTERSTÜTZUNG VON WERK- AUFTRÄGEN (THEATERSTÜCKE)

Finanzielle Unterstützung an produzierende Theaterstrukturen (subventionierte Theater und Berufsgruppen), die Verkaufträge – d.h. das Schreiben von neuen und originalen Theaterstücken – an Schweizer Autoren vergeben. Jährliche Gesamtzuswendung: 40 000 Franken.

Eingabefristen für das Einreichen der Projekte:
4. November 2011

lauréats ssa preise ssa

ÉCRITURE THÉÂTRALE

Les six prix (6000 francs chacun) ont été attribués aux pièces suivantes: **Sortie(S)** de Gilles Laubert (Genève), **Hannes Hera** de Pascal Berney (Genève), **Little Boy** de Camille Rebetez (Porrentruy), **Marrakech** de Richard Gauteron (Genève), **Obwohl** de Beate Fassnacht (Bâle), **Schiffbruch** de Rebecca Christine Schnyder (Berne).

Les théâtres ou les compagnies professionnelles qui s'engageront à la création des pièces lauréates obtiendront 10 000 francs comme contribution à la production. Le jury pour les 45 textes soumis en langue française était composé de Eva Cousido (collaboratrice artistique à la Comédie de Genève), Joël Aguet (historien, Lausanne) et Eric Devanthery (metteur en scène, Berlin et Genève). Celui responsable des 27 textes en allemand était composé d'Andrea Schwieter (dramaturge au Schauspielhaus Zurich), Petra Thöring (Dramaturge, Berlin) et Eric Devanthery (metteur en scène, Berlin et Genève).

DAS SCHREIBEN VON THEATERSTÜCKEN

Die sechs Preise (je 6000 Franken) wurden folgenden Stücken zugesprochen: **Obwohl** von Beate Fassnacht (Basel), **Schiffbruch** von Rebecca Christine Schnyder (Bern), **Sortie(S)** von Gilles Laubert (Genf), **Hannes Hera** von Pascal Berney (Genf), **Little Boy** von Camille Rebetez (Porrentruy), **Marrakech** von Richard Gauteron (Genf).

Uraufführungen der ausgezeichneten Theaterstücke werden darüber hinaus mit einem Produktionsbeitrag von 10 000 Franken unterstützt. Für die 27 deutschsprachigen Stücke bestand die Jury aus Andrea Schwieter (Chefdramaturgin am Schauspielhaus Zürich), Petra Thöring (Dramaturgin, Berlin) sowie Eric Devanthery (Theaterregisseur, Berlin und Genf); für die 45 französischsprachigen Stücke waren Eva Cousido (künstlerische Mitarbeiterin an der Genfer Comédie), Joël Aguet (Historiker, Lausanne) sowie Eric Devanthery (Theaterregisseur, Berlin und Genf) zuständig.

FESTIVAL DU FILM LOCARNO

3-13 AOÛT 2011

Mercredi 10 août sera proclamé le palmarès des concours SSA pour des projets de longs métrages de fiction et documentaires. La cérémonie, organisée en collaboration avec le festival, se déroulera au FEVI à Locarno à 11h (se référer au programme du festival).

Invitation aux membres

Les sociétés SUISA, SSA, SUISSIMAGE, SWISSPERFORM et ProLitteris ont le plaisir d'inviter leurs membres à l'apéritif qui aura lieu mardi 19 août à 18h30, à LaSuiteDuFestival (près du Castello Visconteo).

SUISSIMAGE/SSA À LOCARNO

Rendez-vous incontournable de l'été, le Festival du Film Locarno accueillera aussi cette année le stand SSA/SUISSIMAGE au Palazzo Sopracenerina, le centre d'information du festival, sur la Piazza Grande. Des collaborateurs et collaboratrices répondront à toutes les questions concernant les droits d'auteur posées par les professionnels de l'audiovisuel et par le public intéressé pendant la durée du festival, soit du 3 au 13 août 2011.

Deux accès internet à haut débit seront mis gracieusement à la disposition des membres de ces sociétés, qui pourront ainsi naviguer sur le réseau ou encore consulter leur messagerie électronique. Et il est également possible maintenant d'organiser des rendez-vous ou de petites réunions sur place¹.

A bientôt donc sur la Piazza Grande!

¹Inscription préalable: info@ssa.ch

FILMFESTIVAL LOCARNO

3.-13. AUGUST 2011

Am Mittwoch, 10. August, wird die Vergabe der SSA-Stipendien für Drehbuchprojekte bekanntgegeben. Die Zeremonie findet in Zusammenarbeit mit dem Filmfestival Locarno um 11 Uhr im FEVI statt (genaue Informationen im Festivalprogramm).

Einladung an die Mitglieder

Am gleichen Tag laden die Verwertungsgesellschaften für Urheber- und Leistungsschutzrechte SUISA, SSA, SUISSIMAGE, SWISSPERFORM und ProLitteris ihre Mitglieder zu einem Apéro ein: Dienstag, 10. August, um 18.30 Uhr, im LaSuiteDuFestival (beim Castello Visconteo)

SUISSIMAGE/SSA IN LOCARNO

Am Festival von Locarno, dem unumgänglichen Treffpunkt für alle Filmliebhaber, sind die SSA und SUISSIMAGE auch dieses Jahr mit einem Stand im Palazzo Sopracenerina präsent, dem Informationszentrum des Festivals. Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der beiden Gesellschaften werden vom 3. bis 13. August 2011 alle Fragen zum Urheberrecht beantworten, sei es für Profis der audiovisuellen Branche, sei es für das interessierte Filmpublikum.

Den Mitgliedern der beiden Verwertungsgesellschaften und weiteren Interessierten stehen unentgeltlich zwei hochleistungsfähige Breitband-Internetstationen zur Verfügung. Zudem ist es neu möglich, an Ort und Stelle kleinere Sitzungen oder Gesprächstermine durchzuführen¹.

Bis bald auf der Piazza Grande!

¹Reservation an info@ssa.ch notwendig.

SUISSIMAGE/SSA A LOCARNO

Il Festival del film Locarno accoglierà anche quest'anno lo stand SSA/SUISSIMAGE al Palazzo Sopracenerina, il centro d'informazione del festival, sulla Piazza Grande. Dei collaboratori e delle collaboratrici risponderanno a tutte le domande dei professionisti del cinema e dal pubblico interessato sul diritto d'autore durante la durata del festival, ossia dal 3 al 13 agosto 2011.

Due computer con accessi Internet ad alta velocità saranno messi a disposizione dei membri di queste società, che potranno così navigare sulla rete o anche consultare la loro e-mail. Da quest'anno è anche possibile organizzarsi appuntamenti o piccole riunioni¹. A presto dunque in Piazza Grande!

¹Iscrizione presso: info@ssa.ch

papier SSA

BULLETIN D'INFORMATION DE LA SOCIÉTÉ SUISSE DES AUTEURS
INFORMATIONSBULLETIN DER SCHWEIZERISCHEN AUTORENGESELLSCHAFT

SECRETARIAT DE RÉDACTION REDAKTIONSSSEKRETARIAT
Nathalie Jayet: tél. 021 313 44 74, nathalie.jayet@ssa.ch

FONDS CULTUREL KULTURFONDS
Jolanda Herradi: tél. 021 313 44 66, jolanda.herradi@ssa.ch

COMITÉ DE RÉDACTION REDAKTIONSAUSSCHUSS
Isabelle Daccord (responsable – verantwortlich), Claude Champion, Dominique de Rivaz, Zoltán Horváth, Charles Lombard, Nicolas Wadimoff

COLLABORATION À CE NUMÉRO MITARBEIT AN DIESER AUSGABE
Jean-Pierre Amann, Carlo Capozzi, Jean Cavalli, Cathy Crausaz, Jolanda Herradi, Pitch (dessin – Zeichnung)

TRADUCTION ÜBERSETZUNG
Nicole Carnal, Jolanda Herradi, Claudia und Robert Schmieper

CORRECTEURS KORREKTORAT
Anne-Sylvie Sprenger, Robert Schmieper

GRAPHISME GRAFIK
INVENTAIRE.CH

IMPRESSION DRUCK
CRICprint, Fribourg

TIRAGE AUFLAGE
2900 exemplaires

PARUTION ERSCHIEINT
quatre fois par an - vierteljährlich



Rue Centrale 12/14, case postale 7463, CH – 1002 Lausanne
Tél. 021 313 44 55, fax 021 313 44 56
info@ssa.ch, www.ssa.ch

CONCOURS DE LA SSA SSA-WETTBEWERBE

Règlements sur le site www.ssa.ch

Reglemente auf der Homepage www.ssa.ch
jolanda.herradi@ssa.ch - 021 313 44 66

